

# freiheit-liberté

Juillet 2025 | Lettre d'information Priorité Liberté | Case postale 470, CH-8702 Zollikon | www.freiheit-liberte.ch



## Editorial

En tant qu'entrepreneuse indépendante et copropriétaire d'une agence de médias sociaux, je sais ce que cela signifie de travailler efficacement, de prendre des décisions et de réagir avec flexibilité aux changements. Dans mon quotidien, ce qui compte, ce sont les processus simples, les structures légères et surtout: la rapidité. Si quelque chose ne fonctionne pas, on l'adapte - rapidement et de manière ciblée.

En tant que politicienne et conseillère municipale, je sais que dans le secteur public, le monde est différent. Ici, tout est réglé avec précision. Les procédures sont parfois longues et compliquées. Et les administrations sont de plus en plus grandes, ce qui favorise cette tendance. De plus, les employés des administrations gagnent nettement plus que dans le secteur privé.

Alors que le salaire annuel moyen pour un poste à temps plein dans l'économie privée est d'à peine 90'000 francs, on touche un salaire nettement plus élevé dans l'administration fédérale, soit 120'000 francs. L'une des raisons de cette différence est le grand nombre de spécialistes bien formés qui travaillent dans l'administration. Mais même corrigé de la fonction, le salaire est nettement plus élevé: comme l'a calculé le professeur Christoph Schaltegger, à qualification égale, les salaires dans l'administration fédérale sont encore 11,6% plus élevés que dans l'économie privée.

Cela m'agace en tant qu'entrepreneuse, car l'État nous fait inutilement concurrence. Mais cela m'irrite surtout en tant que contribuable. Faisons quelque chose pour y remédier!

*M. Racine*

Melanie Racine  
Membre du comité directeur  
d'IG Freiheit

## Permettre plus d'inclusion sur la «surface de jeu et d'action» Diversité des utilisateurs des aires de jeux

**L'administration de la ville de Cologne provoque un tollé dans tout le pays: Le terme «aire de jeux» serait discriminatoire. Désormais, le mot «surface de jeu et d'action» doit indiquer que de telles installations sont accessibles à divers groupes d'âge et groupes cibles. Entre-temps, la maire estime que Cologne a d'autres défis à relever que le réaménagement des panneaux d'aires de jeux. Le conseil municipal doit se prononcer à ce sujet.**

L'inclusion n'est pas un mot étranger dans la ville de Cologne. La ville a même un «conseil d'intégration», qui est élu par les habitants de Cologne ayant une histoire familiale internationale. Les 33 membres du conseil d'intégration conseillent le conseil municipal sur les questions de politique d'intégration.

Les besoins des enfants bénéficient également d'une grande priorité à Cologne: il existe plus de 700 aires de jeux. 120 autres installations devraient être construites dans les années à venir. Ces places doivent toutefois être accessibles à «différents groupes d'âge et groupes cibles», comme l'a récemment indiqué l'administration.

### Le terme «aire de jeux» est supprimé

A partir de l'automne 2025, les termes «Spielplatz» (aire de jeux) ou «Kinderspielplatz» (aire de jeux pour enfants) devraient être supprimés à Cologne et remplacés par le terme «surface de jeu et d'action». En conséquence, environ 2'000 panneaux devraient être remplacés dans la ville.

La raison de ce débat émotionnel: les aires de jeux avec leurs structures d'escalade, leurs bacs à sable et leurs tables de ping-pong ne sont pas seulement destinées aux enfants, mais aussi aux adolescents. Ces derniers pourraient se sentir exclus par l'appellation «aire de jeux pour enfants». De même, ce terme pourrait également discriminer d'autres groupes.

### Un travail préparatoire complexe

La municipalité a consacré beaucoup de temps et d'énergie à la préparation du changement de nom des aires de jeux. Près d'un an a été consacré à l'élaboration du nouveau design des panneaux. Des consultations et d'innombrables réunions ont eu lieu. Une agence de design a également participé. Le nouveau panneau de l'aire de

jeux est désormais un «panneau pour tous». On y voit des «personnes fictives» qui «se déplacent». Il n'est pas possible de tirer des conclusions sur l'âge, le contexte culturel, la nationalité ou d'éventuels handicaps de ces personnes.

### Le conseil municipal veut décider lui-même

La maire Henriette Reker critique l'administration: une affaire de cette importance ne peut pas être décidée par des représentants de l'administration municipale - c'est la compétence du conseil municipal. Le 4 septembre, elle veut discuter du projet actuel au conseil municipal de Cologne et prendre une décision à ce sujet.



Le «paragraphe rouillé 2025» va à Lausanne

## Interdiction des armes pour les policiers : bizarre et dangereux

Pour la 19e fois déjà, la CI Priorité Liberté a décerné en mai le « Paragraphe rouillé ». Cette année, le trophée a été remis à Lausanne au conseiller municipal Ilias Panchard. Le parlementaire vert de la ville a demandé le désarmement de la police : à l'avenir, les représentants de l'ordre devraient patrouiller sans arme à feu.



Gregor Rutz (président Priorité Liberté), Emmanuel Fivaz (président Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police) et conseiller municipal Pierre-Antoine Hildbrand (Lausanne)

Comme chaque année, la remise des prix a eu lieu en 2025 dans un cadre festif à Zurich. Plus de 350 invités ont répondu à l'invitation de la CI Priorité Liberté pour sourire, discuter - et bien souvent secouer la tête - de réglementations absurdes. La soirée a été animée par Livia Stancescu et Reto Brennwald. Ce dernier a également animé la table ronde de haut niveau avec la rédactrice de la NZZ Katharina Fontana, le conseiller aux Etats Beat Rieder et le professeur Christoph Schaltegger de l'Université de Lucerne.

### Résultat clair du vote en ligne

Avec 44% des voix, la proposition d'Ilias Panchard s'est clairement imposée face à ses concurrents lors du vote en ligne. Le politicien lausannois justifie son idée par le fait que de nombreux policiers sont de toute façon assis la plupart du temps dans leur voiture ou assument des tâches pour lesquelles une arme à feu est, selon lui, inutile. Dans les situations conflictuelles - par exemple avec des jeunes enclins à la violence - c'est la désescalade qui est nécessaire, pas l'armement. Si une arme est nécessaire, on peut toujours faire appel à des unités spéciales. Cette argumentation n'a manifestement pas fonctionné, d'où le résultat clair du vote en ligne.

André Odermatt, conseiller municipal zurichois, est arrivé en deuxième position. Dans le nouveau lotissement «Tramdepot Hard» avec 193 appartements, il n'y a que 19 places de parking - mais en revanche 670 places pour les vélos. Celui qui veut louer un appartement doit signer une déclaration de renonciation à la voiture. Les critiques y voient une préférence absurde pour les cyclistes et une contrainte inutile pour les automobilistes. Toujours

est-il que ceux qui n'ont pas de voiture peuvent bénéficier de loyers avantageux même avec un revenu annuel de plus de 180 000 francs. Cette curiosité de la politique des transports a recueilli 19% des voix.

### Troisième place pour l'interdiction des valises à roulettes

La troisième place est revenue au conseiller national lucernois David Roth, avec 16% des voix. Ses propositions pour endiguer le tourisme ont fait parler d'elles - notamment l'interdiction envisagée des valises à roulettes. Quiconque s'est déjà promené sur des pavés à Lucerne peut s'imaginer le désir de tranquillité - mais la solution est-elle

l'interdiction des valises ? Roth demande en outre des restrictions pour Airbnb, les cars de



conseiller national Thomas Rechsteiner et présentateur Reto Brennwald

tourisme et les nouveaux hôtels. Objectif : une ville plus calme et plus vide. Le tourisme oui, mais si possible sans bruit.

Eva Reinhard, directrice d'Agroscope, a manqué le podium de peu avec 15% des voix. Dans le cadre d'un projet commun avec l'université de Zurich, la population a été invitée à entermer ses sous-vêtements dans son jardin afin

d'étudier la qualité du sol. Les lieux de découverte pouvaient être enregistrés et analysés via une application. La plus-value scientifique est restée controversée - l'impression bizarre demeure.

Avec 6% des voix, le groupe des Verts au Parlement fédéral complète le classement de cette année. Leur proposition : un impôt de luxe sur les yachts, les voitures de sport et les biens similaires. Le budget fédéral devrait ainsi être « socialement stabilisé ». Les critiques ont mis en garde contre une politique symbolique sans effet réel - et contre la prochaine vague de fantasmes de redistribution.

### Entre secouer la tête et rire

La remise des prix a été l'occasion de nombreux moments de joie, mais aussi de réflexion. La politique est parfois très éloignée de la réalité de la vie. Il est donc d'autant plus important qu'avec le « Paragraphe rouillé », IG Freiheit donne depuis 2007 un signal contre une réglementation excessive et pour le bon sens. L'année prochaine, un événement particulier se profile à l'horizon : le 28 mai 2026, nous fêterons la 20e remise du «Paragraphe rouillé» ! Nous pouvons déjà nous réjouir des nominations...



Professeur Christoph A. Schaltegger (Université de Lucerne), Reto Brennwald, Katharina Fontana (rédactrice de la NZZ) et Beat Rieder, conseiller aux États du Valais



Plus de 350 invités à la 19e cérémonie de remise des prix

Le domaine en ligne, terrain de jeu des fanatiques de la réglementation

## Quand l'Etat cherche des tâches à accomplir

**Le nombre d'interventions a massivement augmenté au cours des 30 dernières années : alors qu'en 1995, 1 113 interventions avaient été déposées, on en comptait 2 065 en 2024. Par rapport à 1985 (721 interventions), cela représente un triplement. Le nombre de parlementaires est resté le même - le nombre de tâches fédérales et les tendances à la centralisation augmentent entre-temps de manière drastique.**

Internet et l'évolution du paysage médiatique jouent probablement un rôle important dans l'augmentation du nombre d'interventions parlementaires. Alors que les journaux et les chaînes de télévision et de radio n'ont pratiquement jamais parlé d'interventions individuelles en raison des heures de diffusion limitées, il en va nettement autrement pour les portails d'information en ligne.

A l'ère d'Internet, chaque «histoire» qui génère des clics est la bienvenue: Cela permet d'augmenter les recettes publicitaires et de divertir le lectorat. De nombreux politiciens saisissent ces occasions avec reconnaissance: Ils annoncent déjà avant les sessions parlementaires des interventions sur des thèmes d'actualité. Largement promus sur les portails en ligne, ils doivent ensuite passer de la parole aux actes lors des sessions parlementaires. Les chiffres soulignent les nouveaux développements: en 2024, un nouveau record annuel a été atteint avec pas moins de 2065 interventions.

### Les tâches fédérales se multiplient

Le nombre d'interventions parlementaires n'est toutefois qu'un des facteurs de l'avalanche de réglementations. S'y ajoute une administration croissante et (malheureusement) très active. La dynamique propre aux bureaux administratifs - et souvent aussi le manque de direction de la part de l'exécutif - fait que les paragraphes continuent de proliférer. Les fonctionnaires ne sont souvent plus très attentifs à la répartition des compétences au niveau fédéral. Cela devrait depuis longtemps interpeller le Parlement.

En Suisse, la répartition des compétences est clairement définie: Conformément à l'article 5a de la Constitution, le principe de subsidiarité s'applique. D'un point de vue purement juridique, cela signifie que : Les tâches et les compétences doivent en principe être assumées par les niveaux étatiques inférieurs (cantons et communes), tant que cela est possible. C'est exactement ce que dit l'art. 3 Cst., qui attribue aux cantons une compétence générale subsidiaire. Cela signifie que

les cantons sont compétents pour toutes les tâches, sauf si quelque chose est explicitement attribué à la Confédération dans la Constitution fédérale. Et pour modifier la Constitution - c'est-à-dire ajouter des tâches - il faut la double majorité du peuple et des cantons.

### La Constitution mal interprétée

Bien que l'art. 42 Cst. stipule également que la Confédération accomplit les tâches «que la Constitution fédérale lui attribue», de plus en plus de petits malingers parlent de «compétences fédérales implicites et inhérentes»: Toutes les obligations de l'Etat ne sont pas des tâches. C'est pourquoi la Confédération doit aussi assumer des activités qui ne figurent pas dans la Constitution. Une interprétation erronée et dangereuse de nos règles fondamentales. Encouragée par des interventions parlementaires comme celle de l'élue PS Anna Rosenwasser, qui demande à la Confédération «d'identifier les champs d'action possibles de l'Etat».

### La diversité implique la subsidiarité

L'idée du principe de subsidiarité va plus loin: dérivé de l'expression latine «sub sedeo», le terme est important dans l'enseignement social catholique. En 1931, le pape Pie XI s'est prononcé en faveur de la protection de la personne en tant qu'individu, afin de permettre une société diversifiée. En d'autres termes, la charité: Un véritable amour du prochain signifie accepter l'autre comme une personne à part entière. Cela n'est possible que dans un système libéral qui place l'autodétermination au centre. C'est la seule façon pour la Suisse de fonctionner avec ses différentes langues et cultures. Et c'est la seule façon d'avoir une démocratie directe avec de véritables droits populaires.

Celui qui veut la liberté pour l'individu doit toutefois veiller à ce que le nombre de compétences étatiques n'augmente pas toujours. Ce serait aussi simple que cela.

## Alerte paragraphes

### Bureaucratie autour de la fête des enfants

Jusqu'à présent, la fête des enfants de Saint-Gall avait lieu tous les trois ans. Le tournus pour son organisation doit maintenant être revu: La prochaine fête n'aura lieu qu'en 2028. La raison en est les exigences plus élevées imposées aux organisateurs. En d'autres termes, des prescriptions en matière de construction, de restauration, de sécurité et d'organisation. Dans le domaine de la restauration en particulier, les obligations et les exigences en matière de choix des menus, mais aussi de durabilité, ont massivement augmenté. De plus, les enseignants ressentent de plus en plus le travail d'organisation comme une charge. Malheureusement, personne n'a encore remarqué dans l'administration que l'on pourrait tout simplement réduire la bureaucratie au lieu de planifier les délais.

### Avertissements pour les boissons alcoolisées

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) est préoccupée par la consommation d'alcool. La prise de conscience des risques pour la santé liés à l'alcool est terriblement faible. C'est pourquoi l'OMS recommande d'apposer des avertissements clairs et visibles sur toutes les boissons alcoolisées. Le prix et la disponibilité de l'alcool sont des leviers encore plus puissants pour réduire la consommation d'alcool. Alors, à la vôtre!

### Conduite de l'armée en compartiment de première classe

Hasan Candan, conseiller national PS de Lucerne, souhaite réduire la flotte de voitures de service de l'armée. Selon lui, il n'est pas nécessaire que tous les officiers de carrière aient leur propre voiture: de nombreux cadres professionnels pourraient également effectuer leurs déplacements en train. Un abonnement général de 1ère classe doit être mis à leur disposition. On constate avec étonnement qu'en plus du jardinage urbain et de la promotion des lézards des souches, Hasan Candan se consacre désormais aussi à des questions importantes de politique de sécurité.

### La ville comme zone de danger

La conseillère nationale Marionna Schlatter souhaite quant à elle que les îlots de chaleur urbains soient intégrés dans la carte des dangers naturels de la Confédération. En raison de la densification, mais aussi du manque de verdure, de tels îlots de chaleur se formeraient notamment dans les villes et les agglomérations, avec des effets négatifs sur la santé publique. Le classement officiel de ces lieux en tant que danger naturel, mais aussi les concepts de végétalisation et de désimperméabilisation des sols, constitueraient une étape importante dans la lutte contre le changement climatique.

## Prescriptions alimentaires et interdiction de circuler en voiture

# Zurich - centre de la folie

**Les séances du parlement de la ville de Zurich demandent de la patience et des nerfs solides. Des revendications que l'on attendrait plutôt à un atelier des jeunes socialistes y sont non seulement discutées, mais souvent aussi décidées.**

Les prescriptions bureaucratiques et étrangères à la vie quotidienne sont une tradition dans la ville de Zurich. Depuis les années 90, des directives d'aménagement uniformes ont été introduites pour l'espace public. L'uniformisation des « marronniers » et des poubelles (jusqu' alors jaunes) n'était que le début. Parallèlement, une taxe sur l'eau de pluie a été introduite afin de soulager le réseau d'égouts et les cours d'eau.

Une taxe est également prélevée à Zurich pour l'utilisation de l'espace aérien public. Cela concerne par exemple les restaurants ou les magasins qui sont signalés par une enseigne. Même de petits éléments de construction, comme une inscription qui ne dépasse que de quelques centimètres du mur, sont considérés comme une utilisation de l'espace aérien public et sont soumis à une redevance.

### Interdiction controversée de l'affichage

Les membres de la gauche verte des autorités sont généralement gênés par la concurrence économique et donc par la publicité. Celle-ci serait manipulatrice, encouragerait la surconsommation et contribuerait à la destruction de l'environnement. Les affiches en couleur sont une épine dans le pied des esthètes de gauche. Cela doit maintenant changer : Le conseil municipal de Zurich a décidé d'interdire la publicité extérieure commerciale. Ce sont surtout les affichages publicitaires numériques et les contenus publicitaires dynamiques qui doivent disparaître.

Ce sont justement les entreprises de transports publics qui sont ainsi sensiblement affaiblies : les Transports publics zurichois

(VBZ) génèrent chaque année bien plus de 20 millions de francs de recettes avec les 1 200 panneaux d'affichage aux arrêts, mais aussi avec les trams publicitaires et la publicité à l'intérieur des bâtiments. Une interdiction de la publicité extérieure soulèverait diverses questions pour le financement des transports publics - ce qui n'était guère dans l'esprit des initiateurs.

### Logements pour les cyclistes

Le comportement de mobilité de la population urbaine doit également être contrôlé. C'est pourquoi la ville de Zurich construit des lotissements sans voitures. Les personnes qui souhaitent louer un appartement dans les lotissements de Leutschenbach ou de Trampdepot Hard doivent signer une déclaration de renonciation à la voiture. Dans le lotissement Tramdepot Hard, seules 19 places de parking sont disponibles pour 193 logements, mais 670 places de stationnement pour vélos. Mais comme le montre l'expérience du lotissement de Leutschenbach, cette idée ne fonctionne que sur le papier: le quartier est parké toutes les nuits, car de nombreux locataires gardent tout de même une voiture. La ville veut maintenant introduire des contrôles afin de confondre les locataires fautifs.

### Réduire la consommation de viande

Afin de sensibiliser la population à une « alimentation durable », des campagnes d'information et des offres de conseil ont été lancées. Le plan de protection climatique de la ville compte 75 pages et comprend également le thème de l'alimentation. La consommation de viande par habitant dans la ville de Zurich doit diminuer de deux tiers

d'ici 2040. Au lieu d'un kilogramme, les habitants ne devraient plus consommer que 330 grammes de viande par semaine.

Afin de pouvoir planifier l'avenir en conséquence, le thème de « l'alimentation durable » est également ancré dans les écoles. Des directives alimentaires contraignantes ont été introduites à cet effet, selon lesquelles les aliments végétaux doivent être consommés en majorité. La consommation d'aliments d'origine animale est en revanche réduite. Les aliments sont classés en vert ou en rouge. Seule une catégorie jaune existe pour la restauration pendant les pauses : Il s'agit d'aliments qui doivent être proposés au maximum 1 à 2 fois par semaine. La ville de Zurich veut également promouvoir une « atmosphère conviviale pour manger », car un bon repas est « toujours un mélange de bons aliments, d'expériences sensorielles, de sentiments humains et de liens étroits ».



## Manifestations

### Congrès d'automne

**Vendredi 3 octobre 2025**

«Haus der Freiheit»

Landgasthof Sonne, Wintersberg

9642 Ebnat-Kappel

### 20ème remise du «Paragraphe rouillé»

**Jeudi 28 mai 2026**

«Aura», Bleicherweg 5, 8001 Zurich



## Impressum